

# Rapport annuel 2013



# GOREE INSTITUTE





1987 : la rencontre de Dakar

### **L'Institut Gorée ...En quelques mots**

*En Juin 1987, une rencontre « révolutionnaire » a eu lieu à Dakar entre les dirigeants de l'ANC, le mouvement de libération Sud-africain alors en exil, et un groupe influent de libéraux et progressistes Sud-Africains dont la plupart étaient des leaders Afrikaners issus du monde des affaires, de la culture, de la société civile, de la politique, de la religion et du milieu universitaire. Cette réunion, appelée depuis « la rencontre de Dakar », a enclenché un processus qui a conduit à la chute du régime de l'apartheid et à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocratiquement élu.*

*Le Gorée Institute est né à partir d'une idée formulée par le Président Abdou Diouf qui présidait alors cette rencontre à laquelle Mme Danièle Mitterrand de la Fondation France-Libertés a également pris part.*

*Fondé en Juin 1992, par des Africains concernés et engagés à promouvoir la paix et le développement sur le continent africain, tous leaders dans leurs domaines respectifs d'expertise : la politique, le renforcement des institutions, les droits de l'homme, la culture, etc., l'Institut Gorée a pour mission principale de promouvoir la démocratie en Afrique.*

*Gorée Institute est une organisation indépendante panafricaine de la société civile ayant un statut juridique basé sur un accord de siège conclu avec la République du Sénégal en Novembre 1991.*

## **Vision**

Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et auto-suffisants, avec des Etats démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une Société civile indépendante et engagée.

## **Mission**

L'Institut Gorée s'est fixé comme mission de contribuer à l'émergence de sociétés justes, paisibles et auto-suffisantes en Afrique par la réflexion, la recherche et la facilitation.

## **Valeurs**

La responsabilité, l'efficacité, le professionnalisme

Le respect de la diversité, la collaboration

La transparence

La créativité, l'excellence et l'indépendance

## **Objectifs stratégiques**

- Améliorer les processus démocratiques, à travers le renforcement des compétences dans la gestion et l'observation des processus électoraux, le plaidoyer et la recherche.
- Soutenir la créativité et la production littéraire pour améliorer la compréhension des réalités africaines.
- Revaloriser les mécanismes traditionnels de résolution des conflits.
- Promouvoir les valeurs traditionnelles africaines par la protection de l'héritage culturel africain à travers la production artistique.
- Favoriser les synergies, les liens et les bonnes relations entre partenaires.
- Développer les partenariats stratégiques afin de trouver des sources de financement durables et de renforcer les avantages comparatifs de l'Institut.
- Améliorer et développer la coordination et la coopération avec les institutions économiques régionales.

# SOMMAIRE

<b>L'INSTITUT GORÉE ...EN QUELQUES MOTS .....</b>	<b>2</b>
<b>1. RÉSUMÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>2. INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>3. REVUES DES PROGRAMMES.....</b>	<b>6</b>
A. PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST .....	6
B. DÉMOCRATIE, GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST .....	17
C. IMAGINER L'AFRIQUE: SOUTENIR LA CRÉATIVITÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE .....	24
<b>4. TERAL .....</b>	<b>26</b>
<b>5. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL .....</b>	<b>27</b>
<b>6. CONSEIL D'ADMINISTRATION .....</b>	<b>29</b>
<b>7. INFORMATION ET COMMUNICATION .....</b>	<b>30</b>
<b>8. ETATS FINANCIERS .....</b>	<b>32</b>
<b>9. CONCLUSION .....</b>	<b>34</b>

# 1 RESUMÉ



**C**e Rapport couvre les activités mises en œuvre par l'Institut Gorée entre janvier et décembre 2013. Les activités réalisées au cours de cette année sont partie intégrante du programme triennal 2012-2014 financé par l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI) partenaire stratégique du Gorée Institute. En dépit des nombreux défis auxquels l'Institut a été confronté cette année, ses valeurs institutionnelles l'ont aidé à maintenir vivant sa vision et ses rêves dans une sous-région complexe où la plupart de ses activités ont été réalisées.

Ce rapport présente une synthèse des activités mises en œuvre par l'Institut Gorée et des événements clés qui ont marqué la vie de l'organisation en 2013. L'Institut a mis à profit ses nombreuses années d'expérience et d'expertise au service de ses partenaires institutionnels et sociaux afin de promouvoir les processus politiques et la consolidation de la paix à travers de nombreux pays en Afrique. Cela s'est traduit concrètement par une collaboration avec des organisations et coalitions de la société civile tant au niveau national qu'international. C'est ainsi que l'Institut a été invité cette année par le PNUD à renforcer les capacités des organisations de la société civile œuvrant dans la promotion du genre, pour faire le monitoring et l'observation des élections en Guinée Conakry. Cette invitation fait suite aux retombées positives de l'implication de l'Institut dans les élections législatives au Togo (financée par l'Union Européenne).

Un moment fort de l'année a sans nul doute été la venue du Président Barack Obama à l'Institut Gorée, au cours de sa visite officielle au Sénégal. De manière symbolique, le Président Obama s'est adressé, lors d'une rencontre dans les locaux de l'Institut le 28 juin 2013, aux organisations de la société civile sénégalaise afin de les féliciter pour leur contribution dans la transition pacifique entre le Président Abdoulaye Wade et le Président Macky Sall en 2012. Cet événement a été suivi par la visite du Président Sud Africain, M. Jacob Zuma, qui a rappelé le lien qui existait entre l'Institut Gorée et l'histoire de la lutte panafricaine contre l'apartheid en Afrique du Sud. En effet, l'idée de créer une organisation qui œuvre pour l'avènement de sociétés ouvertes et transparentes a été formulée lors de la Conférence de Dakar de 1987 entre les dirigeants de l'ANC, alors en exil, et un groupe de personnalités Sud-africaines influentes. Aux titres des visites de marques qui ont ponctuées la vie de l'Institut, on peut souligner, celle en février 2013 de George Soros. Le fondateur de l'Open Society Initiative (OSI) est le premier philanthrope à avoir financé le Gorée Institute, alors connu sous le nom de Centre pour la Démocratie et le Développement en Afrique.

Au niveau programmatique, des projets efficaces dans le domaine du monitoring et de l'observation des élections ont été conçus et mis en œuvre. En effet, Les leçons apprises et les meilleures pratiques issues de la mission d'observation des élections présidentielle et législatives au Sénégal en 2012, ont été utilisées dans le cadre des élections législatives au Togo,

## 2 INTRODUCTION

en Guinée Conakry et en République Démocratique du Congo. Durant cette année, l'Institut Gorée a travaillé, entre autres, avec le « Réseau des Observateurs Citoyens » (RESOCIT), la « Plateforme Synergie Citoyenne pour des Elections Démocratiques » (SYCED) et la Fondation Hanns Seidel.

L'Institut a également affiné ses priorités dans les domaines du renforcement des capacités, de la facilitation du dialogue politique, du plaidoyer et du contrôle des médias dans des pays faisant face à une transition ou un renouveau politique. Déterminé à atteindre les zones de conflit du Nord Mali où la situation était très tendue, l'Institut a conçu et mis en œuvre un atelier de facilitation du dialogue entre les communautés de Tombouctou, Gao, Kidal et Bamako sur le thème: « Renforcer les Dynamiques Communautaires pour la Transformation des Conflits et le Renforcement Préventif de la Paix dans le Nord du Mali » à Sevare situé dans le centre administratif de Mopti. Les résultats et recommandations collectés auprès de personnes sondées dans le cadre d'une étude réalisée plus tôt au Mali par l'Institut Gorée (« La paix et les problèmes de sécurité dans le Bassin turbulent du Fleuve Mano et au Mali ») ont démontré le besoin d'une formation en ce sens. En outre, une formation intitulée : « L'éducation à la paix et à la non-violence », ciblant des jeunes venus des États membres de la CEDEAO a été organisée au Senegal dans les locaux du Goree Institute en mars 2013. ■

**Doudou DIA**  
Directeur Exécutif

Conscient du fait que l'instabilité institutionnelle est l'une des principales causes des conflits qui minent le développement du continent, l'Institut en a fait l'une de ses préoccupations majeures. Des plaidoyers en faveur des droits de l'homme et deux modules de formation, « Instabilité Institutionnelle » et « Sécurité Humaine », ont été élaborés à partir des résultats issus d'une recherche réalisée, et continuellement actualisée, dans le cadre du programme « Alliance des Initiatives Africaines pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest ».

En somme, l'Institut a su utiliser ses forces institutionnelles et nouer de nouveaux partenariats pour atteindre ses objectifs. Le Gorée Institute a concentré ses ressources et a porté une attention particulière aux domaines prioritaires, notamment l'encouragement des synergies tout en s'ajustant aux réalités budgétaires afin de répondre aux attentes des partenaires et des bénéficiaires. Les programmes et les stratégies ont été reformulés afin d'améliorer les contributions de l'Institut à la paix, à la sécurité et à la gouvernance dans la sous-région.

À travers un système de Gestion Axée sur les Résultats (GAR), des activités ont été planifiées et mises en œuvre à la lumière des objectifs stratégiques et du plan de travail annuel. Le plan d'activités détaillé a été réalisé à partir du plan de travail annuel général, tandis que les résultats attendus ont été définis à partir des objectifs. En dépit des contraintes et des défis rencontrés, l'Institut a su tirer avantage de certaines opportunités pour contribuer à solutionner les problèmes liés à ses domaines prioritaires. Les activités ont été conçues pour répondre aux défis dans les limites des ressources internes, tandis que des efforts significatifs ont été également réalisés afin d'attirer de nouveaux financements.

D'une manière générale, toutes les activités mises en œuvre et les articles et livres publiés cette année ont été considérés comme pertinents par ses bénéficiaires cibles et ses partenaires. Des progrès ont été réalisés à travers des efforts visant à compléter le travail effectué par d'autres acteurs à travers la sous-région ouest-africaine. Des défis et des obstacles demeurent, mais ils n'ont pas empêchés les progrès vers l'atteinte des résultats escomptés. ■



# 3 REVUE DES PROGRAMMES

## A. PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

La revue portant sur l'état de la paix et de la sécurité pour l'année 2013 a révélé de nombreux signes qui montrent que la sous-région continue à faire face à de nombreux défis tels que la mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion des ressources naturelles, la pauvreté accrue, le chômage des jeunes et des changements anticonstitutionnels de gouvernement. La porosité des frontières et la faiblesse des institutions étatiques font également de l'Afrique de l'Ouest, une zone non seulement vulnérable aux infiltrations de la part des acteurs du Crime Organisé Transnational mais aussi un nid des réseaux terroristes. Ces prédispositions contribuent énormément à créer un environnement instable pour la paix, et le développement économique de la sous-région.

En dépit de certaines améliorations observées dans la gestion des conflits, de la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique, de nombreux défis demeurent. Les expériences passées montrent

que s'attaquer aux causes profondes des conflits était un processus complexe impliquant de nombreux acteurs et parties prenantes engagés dans un éventail d'activités. L'appropriation locale des processus de renforcement de la paix est souvent sous-développée en raison des capacités inadéquates de la société civile à mener les processus de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Bien que la CEDEAO ait établi des mécanismes pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits, répondre aux alertes précoces de manière satisfaisante se fait lentement et cela s'avère être un réel défi pour les organisations de la société civile. Dans ce contexte, l'Institut Gorée a cherché à compléter les efforts déjà entrepris en travaillant avec des acteurs engagés dans le renforcement de la paix et les processus de prévention des conflits en Afrique.

### PROGRAMME 1

#### Alliance des initiatives africaines pour la paix et la stabilité en Afrique de l'ouest

Le contexte ouest africain est actuellement marqué par une série de crises, de conflits, de dimensions importantes et de natures différentes, qui freinent le développement de la sous-région, déciment ses populations, et ternissent son image. Les transitions démocratiques engagées dans les années 90 qui ont conduit à un pluralisme politique et médiatique, n'ont cependant pas permis d'instaurer la paix et la stabilité auxquelles on s'attendait dans la sous-région. Elles ont plutôt produit des démocraties sans alternance (Gambie, Burkina Faso, Togo, etc.) ou avec des alternances en panne ayant débouché sur de vives turbulences sociopolitiques comme en Côte d'Ivoire (novembre 2010), Niger (mars 2009), Mali (septembre 2013), République de Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, etc.. La gestion se caractérisant souvent dans la sous-région par :

- une patrimonialisation du pouvoir avec des Présidents de la République qui ont des pouvoirs exorbitants ;

- un hyper-présidentialisme qui contraste avec le pluralisme politique, mettant en mal sérieusement les principes de la séparation des pouvoirs et de l'existence d'une opposition politique

Cette situation entraîne la régression, voire la faillite des institutions démocratiques de beaucoup de pays de la CEDEAO ce qui constitue une menace sérieuse pour la paix, la sécurité et la stabilité de la sous-région.

Au niveau de la Gouvernance, le cancer de l'impunité, la corruption et le pillage des diverses ressources des pays ont fini par consacrer l'effondrement des économies nationales de la sous-région. Cela se manifeste par une accentuation de la paupérisation des populations qui peinent à se nourrir, à se loger de façon décente. La première conséquence de cette mauvaise gouvernance est l'émergence d'une économie parallèle sous contrôle d'organismes aux états d'un terrorisme islamiste comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Boko Haram, MUJAO, Ansar Dine, etc.

Face à cette situation, le Gorée Institute ambitionne de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits et de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et au renforcement des institutions républicaines. Pour y parvenir, l'Institut travaille à accroître les capacités des acteurs locaux de la société civile à traiter des questions de stabilité des institutions pour renforcer la sécurité humaine et la paix durable.

#### OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Contribuer à la stabilité des institutions et au renforcement de la sécurité humaine,
- Renforcer la contribution des organisations de la société civile à la stabilité politique et institutionnelle et à la sécurité humaine des États ouest-africains.
- Engager la société civile à promouvoir une plus grande cohésion nationale dans la sous-région;



### PROJET 1 : COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES PAR DES CHERCHEURS

En analysant la nature, les causes et les conséquences des crises et conflits, le succès et les échecs des initiatives régionales et les mesures nationales, Gorée Institute, par son programme Alliance des initiatives africaines pour la paix et de stabilité en Afrique de l'ouest, cherche, en produisant des outils de formation à l'endroit de la société civile à atténuer les violences et les conflits, sources d'insécurité humaine. En engageant cette démarche, le Gorée Institute vise à renforcer, par delà les sociétés civiles, l'action collective régionale de renforcement de la sécurité humaine.

Le projet de renforcement de capacités a été bâti sur une stratégie très active qui comprend plusieurs paliers :

- ▶ Rechercher et faire la synthèse des connaissances recueillies
- ▶ Produire des outils à disséminer
- ▶ Transférer les compétences par une formation de formateurs
- ▶ Mettre en place un système de formation en cascade permettant la création d'un réseau d'acteurs de la société civile du pays concerné par la formation

Mettre en place un système de monitoring de l'évolution de chacun des pays concerné par la formation en termes de facteurs d'instabilité politique et/ou institutionnelle ou de consolidation de la démocratie et donc de la paix. Le monitoring permet ainsi à la société civile d'avoir une vue globale des éléments qui favorisent les tensions, mais aussi des éléments sur lesquels on peut construire la paix.

#### Objectifs globaux

- ▶ Contribuer à développer auprès des acteurs de la société civile une approche proactive dans la prévention de l'instabilité qu'elle soit politique, institutionnelle, sociale ou culturelle<sup>1</sup>.
- ▶ Générer des connaissances adaptées à un public-cible sur les causes de l'instabilité politique et institutionnelle dans la sous-région.

#### Objectifs spécifiques

- ▶ Renforcer les capacités des acteurs de la société civile pour une meilleure connaissance des causes d'instabilité.
- ▶ Vulgariser le Cadre de Prévention de Conflits de la CEDEAO et permettre ainsi aux acteurs de la société civile d'établir le lien entre la prévention des conflits et la protection de la sécurité humaine.

<sup>1</sup> Ces éléments sont souvent liés. Le déséquilibre de l'un peut entraîner celui des autres.

#### ACTIVITÉ 1

### Production de connaissances par un suivi de l'évolution politique des pays

Entre 20012 et 2013, un monitoring effectué par les chercheurs au Mali, en Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Guinée-Bissau a permis de rendre plus effectives les connaissances générées par la recherche effectuée dans ces mêmes pays entre 2009 et 2010. Cette recherche a également permis de comprendre que les causes des conflits décelées en 2009 se sont intensifiées. Pour cette raison, la mise en place d'une stratégie de gestion de conflit devenait évidente.

#### ACTIVITÉ 2

### Production d'outils de formation

En analysant les connaissances contenues dans les deux ouvrages publiés entre 2012 et 2013, il a été convenu d'y tirer un module de formation en vue d'outiller les acteurs de la société civile sur la problématique de l'instabilité institutionnelle. Il a été adjoint à ce module un autre module dont la quintessence est tirée du „Cadre de Prévention de Conflit de la CEDEAO“.

Les raisons du choix du „Cadre de Prévention de Conflit de la CEDEAO (CPCC)“ comme outil de formation aux notions d'Etat de droit relève de la pertinence même de la démarche adoptée par les chefs d'Etat membres de la CEDEAO. Il s'agit essentiellement dans le document :

- ▶ Assoir les fondements d'un Etat démocratique pour minimiser les sources d'instabilité, raffermir la stabilité des Etats et garantir la sécurité humaine.
- ▶ Englober toutes les initiatives visant à soutenir les aspects préventifs pour accroître la sécurité des personnes et de leurs biens avec comme but de renforcer l'architecture de la sécurité humaine dans la région. Une stratégie centrée sur l'homme face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la région et qui dépassent le cadre traditionnelle de la sécurité étatique.

Sous cet aspect, le „Cadre de prévention de Conflit de la CEDEAO“ complète entièrement le module „Stabilité des institutions.“

A cet effet, la vulgarisation du CPCC sous forme de module permet d'une part de contribuer à son appropriation comme outil de plaidoyer par les organisations de la société civile et d'autre part, d'utiliser le biais du plaidoyer pour construire des partenariats entre les acteurs de la société civile et les gouvernements pour une cogestion des crises et conflits dans les pays.

**PROJET 2 : DISSÉMINATION DE CONNAISSANCES****ACTIVITÉ 1****Formation des formateurs**

Avec les modules, une formation des formateurs a été organisée en juin 2013 avec des acteurs de la société civile issus du Sénégal, de la Guinée-Bissau, de la République de Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Mali.

**ACTIVITÉ 2****Formations décentralisées et plaidoyer**

Avec la formation des formateurs s'ouvrait la perspective d'une formation en cascade dans les pays d'où étaient issus les participants de la première formation de juin 2013. En dehors de la formation qu'il devait restituer auprès d'autres organisations de la société civile de leur pays, les formateurs avaient aussi pour mission de devenir les points focaux dans leur pays respectif pour, d'une part, co-organiser en partenariat avec le Gorée Institute les formations décentralisées programmées dans le pays et, d'autre part, de mener un travail de suivi de l'évolution politique du pays et de fournir des rapports sur les germes de crise, mais aussi sur les potentialités de paix que la société civile peut soutenir pour contribuer à la stabilité du pays.

A la fin de la formation, une rencontre entre les organisations de la société civile et les autorités politiques et administratives est organisée. A cette occasion, un plaidoyer est mené auprès des autorités politiques et administratives sur une question bien précise interpellant ainsi les autorités pour une solution adéquate au problème posé.

**ACTIVITÉ 3****Monitoring de la stabilité politique et institutionnelle des pays concernés par la formation**

Le plaidoyer dont il s'agit repose essentiellement sur le monitoring effectué par les acteurs de la société civile. Points focaux du projet "Instabilité institutionnelle et sécurité humaine" dans leurs pays, ils suivent l'évolution politique et démocratique et font des rapports pour eux-mêmes, mais aussi pour le réseau pour permettre une coordination régionale des actions de plaidoyer et de gestion de crise.

Le monitoring est fait sur la base d'un canevas d'évaluation qui passe au crible, dans une sorte de revue universelle pour un pays donné, des composantes du "Cadre de Prévention de Conflit de la CEDEAO". La moyenne obtenue sur chacune des composantes permet une lecture des déséquilibres politiques et institutionnelles du pays. Ce sont ces déséquilibres qui feront l'objet d'un plan d'action à dérouler dans le pays.



## Perspectives

La formation décentralisée qui s'est déroulée en à Ziguinchor en Casamance a réuni des acteurs de la société civile sénégalaise et bissau-guinéenne. En adaptant la formation aux conflits qui se posent dans le sous-espace Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal, il a été possible d'ouvrir des perspectives en termes de partenariat et de continuité entre la société civile et les autorités politiques et administratives et, entre la société civile sénégalaise et bissau-guinéenne :

### Le cas de la Casamance (au Sénégal).

Malgré la volonté affichée par les différents gouvernements qui se sont succédé au pouvoir au Sénégal, aucun d'eux n'a pu réellement apporter une solution à la crise qui sévit depuis 32 ans en Casamance. La formation décentralisée à Ziguinchor a permis la mise en place d'une plateforme des organisations de la société civile de toute la région naturelle de la Casamance,

de celles de Guinée-Bissau et des autorités politiques et administratives de Casamance pour une synergie dans la gestion durable des conflits. Cette formule a pour avantage de sortir la crise de cette dualité : Gouvernement du Sénégal//MFDC. Et entre les deux, la population dont il se dit qu'elle est lasse de cette guerre. En mettant les organisations de la société civile et les autorités politiques et administratives dans une même plateforme, le Gorée Institute contribue à faciliter le dialogue qui permet de reconstruire la région.

**Le cas de la Guinée-Bissau.** L'instabilité institutionnelle et chronique de la Guinée-Bissau est à la base des nombreux problèmes que connaît le pays dont on peut citer entre autres : le trafic d'enfants, de drogue vers le Sénégal et la Gambie, les conflits de tous ordres liés au foncier.



## Contraintes

Les chevauchements dans le développement du calendrier des programmes du Gorée Institute ont été une contrainte majeure qui a retardé le déroulement des formations décentralisées dans les autres pays.

Les formations décentralisées n'ont pas pu se terminer à date échue. Un nouveau plan de formation est en train d'être élaboré pour le Mali en Avril et la Côte d'Ivoire en fin juin.

En dehors de ces deux pays, qui faisaient partie de la phase pilote du projet, le Gorée Institute organisera deux ateliers au Togo en mai et août 2014. Le premier sera consacré à la formation des formateurs, et le second, une action de plaidoyer en faveur du dialogue politique au Togo.

## Résultats obtenus

- › Publication d'un ouvrage collectif de 196 pages sous le titre : «La société civile face à l'instabilité politique en Afrique de l'ouest»
- › Deux modules de formation intitulés respectivement : la stabilité des institutions et la sécurité humaine ont été produits sont disponibles en version papier et électronique;
- › 20 membres de la société civile issus du Sénégal, du Mali, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau ont été formés comme formateurs ;
- › 35 acteurs de la société civile issus du Sénégal et de la Guinée-Bissau ont été formés dans le cadre des formations décentralisées ;
- › Des rapports de monitoring sur la Guinée-Bissau, le Mali et la République de Guinée été fournis par les acteurs de la société civile. Ces textes et ceux des autres pays seront compilés en vue d'une prochaine publication.
- › Une plateforme d'échange et de concertation entre la société civile sénégalaise (en Casamance) et les autorités politiques et administratives a été mise en place ;
- › Une plateforme d'échange et de concertation entre la société civile sénégalaise et bissau-guinéenne est mise en place.
- › Un atelier de méthodologie sur le thème de recherche : «Nature des conflits au Sénégal (Casamance), en Gambie et en Guinée-Bissau» a été tenu.



## PERSPECTIVES

### PROJET 1 : RECHERCHE SUR LA NATURE DES CONFLITS EN CASAMANCE, EN GUINÉE-BISSAU ET EN GAMBIE

Le Gorée Institute a lancé en 2009 un projet de recherche sur la nature des conflits et les mécanismes de gestion de conflits au Sénégal, en Guinée-Bissau et en Gambie. Ce projet a démarré par une recherche exploratoire dont le résultat a été publié en 2012. Après l'atelier de méthodologie qui a permis de définir l'objet de la recherche et le partage des thèmes par axe et par pool de recherche, l'équipe pluridisciplinaire mise en place doit rechercher, analyser et produire des connaissances sur plusieurs thèmes pour répondre à la question : Quelle est la nature des conflits qui se posent dans l'espace Sénégalais ? Le produit de la recherche devra servir de base au développement d'outils adéquats de gestion de conflits.



#### Objectif général

- Contribuer à la gestion des conflits en Ségambie en mettant un accent particulier sur le conflit en Casamance.

#### Objectifs spécifiques

- Produire les outils adéquats de stabilisation du sous-espace sénégalais
- Renforcer les mécanismes traditionnels de gestion de conflit
- Développer des plans transfrontaliers de stabilisation de la région
- Renforcer les capacités des acteurs de la société civile

#### Activités prévues

- Recherche de terrain (mai, juin, juillet 2014);
- Production de texte (août 2014)
- Atelier de restitution (septembre 2014)
- Edition, publication (octobre, novembre, décembre 2014)

### PROJET 2 : COMPILATION ET ÉDITION DES TEXTES DE MONITORING

Un monitoring sur la stabilité politique et institutionnelle et la sécurité humaine est en cours de réalisation dans chaque pays bénéficiant de la formation en «Stabilité Institutionnelle et Sécurité Humaine». Les textes issus des analyses faites par les points focaux soutenus par les chercheurs des différentes universités des pays concernés par le projet seront compilés, édités pour une publication prévue pour la fin de l'année 2014.

### PROJET 3 : RENCONTRE RÉGIONALE DE PLAIDOYER SUR L'INSTABILITÉ POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Les formations déroulées et le monitoring sur la stabilité politique et institutionnelle et la sécurité humaine effectués dans les pays tout au long de l'année permettront d'avoir une cartographie des problèmes qui feront l'objet d'un plaidoyer auprès des gouvernements des États où se sont déroulées ces informations, des instances régionales (Union Africaine), sous-régionales (CEDEAO) et des partenaires techniques et financiers. La thématique de la rencontre, prévue pour novembre 2014, se dégage des textes issus du monitoring.

## CONCLUSION

Les outils de formation ont suscité beaucoup d'intérêts dans différents pays auprès des acteurs de la société civile et des organismes internationaux. Ceci démontre, si besoin est, la force des outils développés. Le Gorée Institute s'offre ainsi l'opportunité de s'investir de manière décisive dans le renforcement de capacités des acteurs de la société civile en créant sa propre structure de formation.

La position du Gorée Institute comme une référence en matière électorale est aujourd'hui assurée. Son engagement à accompagner le processus de sortie de crise en Casamance et ailleurs lui ouvre une opportunité de contribuer fortement à la construction de la démocratie à partir de la base.



## LES PARTENAIRES

### Sénégal

#### Partenaires d'exécution

- Usaforal
- Kabonketoor
- Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance (PFPC)
- Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (Raddho)
- Association des juristes Sénégalaises (AJS)
- Kaddu Yaraax
- Malao

#### Bénéficiaires

- Conseil des Femmes du Sénégal (COSEF)
- Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS)
- Conseil Régional de des la Jeunesse de Ziguinchor
- Elus locaux
- Des Magistrats
- Groupements féminins de la région de Ziguinchor
- Collectif Sénégalais des Africaines pour l'Éducation relative à l'Environnement
- Radios communautaires
- Forces de défense

### Guinée-Bissau

#### Partenaires d'exécution

- Placon-Guinée-Bissau (Plateforme des ONG de Guinée-Bissau)
- Rede Nacional de Associações Juvenis (RENAJ)
- Ligue Guinéenne des Droits de l'Homme

#### Bénéficiaires

- ONG NADEL
- Radio Jouem (Radio de la jeunesse)
- Magistrats

- ONG Mon ku Mon
- Prograçao de Dignidad
- Forces de défense

### République de Guinée

#### Partenaires d'exécution

- Réseau des Femmes du fleuve Mano pour la Paix (REFMAP)
- Centre guinéen de promotion et de protection des droits de l'Homme Ensemble pour le respect des droits de l'Homme en Guinée (CPDH)
- Organisation Guinéenne des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH)
- Les Mêmes Droits pour Tous (MDT),

#### Bénéficiaires

- Association des éleveurs et pasteurs de Guinée
- Association „Avocats sans frontières“
- Organisation de défense de la démocratie
- Associations des communicateurs traditionnels
- Alliance des Médias pour les Droits Humains (AMDH)
- Coalition Nationale de Guinée pour le Droit et la Citoyenneté des Femmes (CONAG/DCF)
- Association des Femmes Journalistes (AFJ)
- Association des Médecins d'Afrique
- Conseil Consultatif des Enfants et Jeunes de Guinée
- Les Amazones de la Démocratie
- WANEP Guinée

### Côte d'Ivoire

#### Partenaires d'exécution

- Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire
- ONG Transparency Justice

- ONG Génération du 21ème Millénaire

#### Bénéficiaires

- Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme
- Coalition de la Société Civile pour la Paix et le développement Démocratique (COSOPCI)
- ONG Agir pour la démocratie, la justice et la liberté en Côte d'Ivoire (ADJL-CI)
- Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré
- Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI)
- Média pour la paix en Afrique (MEPAF)
- Association „ PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ“
- Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO
- Réseau d'action pour les Armes légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO)
- ONG Femme Active de Côte d'Ivoire (OFAC)
- Conseil des Jeunes de Côte d'Ivoire
- Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest/Section Côte d'Ivoire,
- GROUPE AFRICAIN DES DROITS DE LA LIBRE CIRCULATION
- CLUB UNESCO

### Mali

#### Partenaires d'exécution

- Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP)
- Union InterAfricaine des Droits de l'Homme
- Association des Juristes Maliennes

#### Bénéficiaires

- Association malienne des droits de l'homme
- Réseau des communicateurs traditionnels pour le développement
- Observatoire des droits humains et de la paix (ODHP)
- Coordination des associations et ONG

féminines (CAFO)

- Association malienne pour la sauvegarde du bien être familial (ONG AMASBF)
- Le Groupe Pivot/Droits et Citoyenneté des Femmes (GP/DCF)
- Women in Law and Development/ Femme – Droit et – Développement en Afrique) (WILDAF)
- Union des radios et télévision libres (URTEL)
- La ligue pour la justice, le développement et les droits de l'homme au Mali (LJDH)
- Association des jeunes "Cri de cœur"
- Amnesty International

#### Parlementaires maliens

- Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères (CONASCIPAL-Mali)

#### Partenaires institutionnels

- Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés publiques de la République de Guinée;
- Ministère de la Sécurité et de la protection civile de la République de Guinée ;
- Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information
- Université Assane Seck de Ziguinchor
- Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP) Guinée-Bissau
- Institut Point Sud/Bamako Mali
- Université de Cocody Côte d'Ivoire

#### Partenaires financiers potentiels

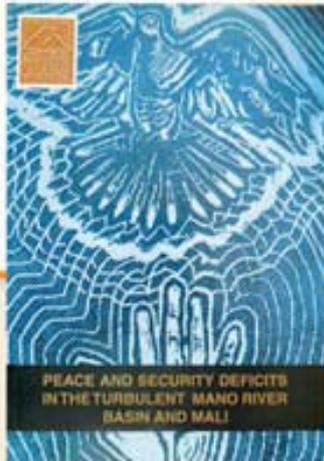
- PNUD
- Union Européenne

**PROGRAMME 2****Consolidation de la paix et prévention des conflits**

Les objectifs relatifs à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits visant à répondre aux nombreux défis de la paix et de la sécurité ont été réalisés en 2013. Pendant cette période, des projets ont été conçus et exécutés en réponse à la demande croissante en faveur de l'implication de la société civile dans les processus de consolidation de la paix et de prévention des conflits aux niveaux national et international.

**PROJET 1 : RECHERCHE ET DOCUMENTATION****ACTIVITE 1****Evaluation des conflits et analyse contextuelle dans le bassin turbulent du fleuve Mano et au Mali**

Au cours du premier trimestre de l'année 2013, une étude sur les défis liés à la paix et à la sécurité a été menée et les conclusions ont été publiées dans un ouvrage intitulé « Problèmes liés à la paix et à la sécurité dans le bassin turbulent du Fleuve Mano et au Mali ». L'objectif principal était de fournir une vision actualisée de la situation sécuritaire des pays qui jalonnent le Fleuve Mano (la Sierra Leone, la Guinée, le Liberia et la Côte-d'Ivoire) et de faire une évaluation et une analyse critique de la crise politique au Mali...



Cette publication a fourni une meilleure compréhension des réalités sous-régionales en cours et a permis de faire des recommandations en faveur des stratégies de renforcement de la paix au niveau national des pays concernés et aux organismes de la sous-région

**OBJECTIF GENERAL**

Fournir une analyse de la vulnérabilité structurelle, basée sur des faits, des États membres de l'Union du Fleuve Mano, visant à identifier les éléments précurseurs empiriques des conflits pour la planification programmatique de l'Institut Gorée.

**OBJECTIFS SPECIFIQUES**

- ▶ Faire des analyses et des mises à jour des faits portant sur les conflits dans les pays membres de l'Union du Fleuve Mano.
- ▶ Évaluer la formulation des politiques publiques et les opportunités de mise en œuvre.

**RÉSULTATS OBTENUS**

- ▶ Un livre intitulé « Problèmes liés à la Paix et à la Sécurité dans le Bassin du Fleuve Mano et au Mali » a été publié. Cette étude fournit une analyse de la situation de la sécurité propre à chaque pays pour servir d'outil d'aide à la prise de décision aux autres acteurs sous-régionaux. Cette étude fournit une analyse sur la paix et la sécurité qui aide à élaborer la planification programmatique pour l'année 2013-2014.
- ▶ Cette étude fournit une analyse de la situation de la sécurité propre à chaque pays pour servir d'outil d'aide à la prise de décision pour l'Institut Gorée et les autres acteurs sous-régionaux.
- ▶ L'étude fournit également une compréhension plus profonde de la réalité actuelle de la sous-région et a engendré de nombreuses suggestions et recommandations pour soutenir les stratégies développées en faveur du renforcement de la paix.



## PROJET 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES EN PREVENTION DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

### ACTIVITE 1

#### Education à la Paix et la Non violence : Formation des formateurs

Dans le cadre de ce projet, une formation des formateurs en Education à la Paix et la Non - Violence a été réalisée en mars 2013 au Sénégal dans les locaux de l'Institut Goree ciblant 26 jeunes issus de diverses organisations provenant de 9 pays de l'Afrique de l'Ouest faisant face à différents défis liés à la paix et à la sécurité. Cette formation sur le thème « Les Jeunes comme agents de changement social positif en Afrique de l'Ouest » visait à renforcer les capacités de la jeunesse dans la promotion d'une culture de paix et de non-violence en Afrique de l'Ouest.

#### OBJECTIF GÉNÉRAL

Renforcer les capacités de la jeunesse dans l'éducation à la paix et à la non-violence comme moyen de résoudre les conflits et en vue de mener un mode de vie pacifique.

#### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer les connaissances et les compétences de la jeunesse concernant la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence ainsi que ses principes et valeurs ;
- Fournir des outils techniques et des moyens pratiques de dissémination des connaissances acquises dans les formations

tenues à travers l'Afrique de l'Ouest ;

- Renforcer les capacités des jeunes à être des communicants et des leaders efficaces et à agir en tant qu'agents de la transformation sociale positive ;
- Établir un réseau parmi les associations de jeunes qui ont profité de la formation pour le partage d'expériences et leurs engagements futurs.

#### RÉSULTATS OBTENUS

- 26 jeunes issus des organisations de la jeunesse et des associations de jeunes ciblées à travers 9 pays Ouest Africains ont été formés.
- La formation leur a fourni les outils techniques et les compétences pratiques nécessaires à la dissémination des connaissances et aux valeurs des modes de vie pacifiques et non-violents à travers l'Afrique de l'Ouest.
- Leurs capacités à agir comme des communicants efficaces et des agents des changements de comportement ont été renforcées.
- Un réseau appelé « Réseau de la Jeunesse Ouest Africaine pour la Paix et la Non-Violence » [West Africa Youth Peace Education and Non-Violence, WAYPEN] a été créé, ainsi qu'une page Facebook.
- Les bénéficiaires du Mali ont créé un réseau intitulé « Réseau des Jeune Leader pour la Paix et Non-violence » pour répliquer les compétences et les connaissances acquises au cours de la formation sur l'éducation à la paix et à la non-violence.



**ACTIVITE 2****Transformation des conflits et consolidation préventive de la paix dans le nord du mali : renforcement des capacités**

Au mois d'avril, une formation sur le thème : « Renforcer les dynamiques communautaires pour la transformation des conflits et la consolidation préventive de la paix dans le Nord Mali » a été organisée à Sevare, dans la région de Mopti, situé au Nord du Mali. Cette formation a été conceptualisée en réponse aux conclusions et recommandations des personnes sondées lors d'une étude réalisée au Mali par l'Institut Gorée [« Problèmes liés à la paix et à la sécurité dans le Bassin du Fleuve Mano et au Mali »]. L'objectif était de renforcer les capacités des organisations des communautés de bases dans les techniques de transformation et de la prévention des conflits. L'atelier a réuni 35 représentants de différentes organisations communautaires et de la société civile, y compris les Imams, les Pasteurs, les leaders traditionnels, les professeurs et les femmes leaders dans le domaine du plaidoyer et, enfin, les jeunes de Tombouctou, de Kidal et de Gao. La formation a été conçue à partir des problèmes existants au sein des communautés affectées par les conflits et en tenant compte du manque manifeste de compétences disponibles pour les prévenir ou les gérer de manière efficace.

**OBJECTIF GÉNÉRAL**

Contribuer au processus de renforcement de la paix dans le Nord Mali en renforçant les capacités des parties prenantes communautaires à être en mesure d'incorporer les idéaux de l'Occident dans leurs méthodes traditionnelles de consolidation de la paix.

**OBJECTIFS SPÉCIFIQUES**

- ▶ Enseigner les techniques communautaires de médiation et de gestion des conflits, y compris les discussions portant sur les questions relatives au genre ;
- ▶ Explorer les manières de renforcer leur/notre réflexion et action collective pour influencer le renforcement de la paix et les interventions de redressement post-conflit.
- ▶ Soutenir les initiatives en faveur d'une réconciliation et en faveur du renforcement des capacités communautaires pour la gestion des conflits.

**RÉSULTATS OBTENUS**

- ▶ Les capacités des 35 représentants issus des différentes organisations communautaires et de la société civile, les parties prenantes communautaires, y compris les Imams, les Pasteurs, les leaders traditionnels et les enseignants, ainsi que les femmes leaders dans le domaine du plaidoyer et les jeunes de Tombouctou, de Kidal et de Gao ont été renforcées.
- ▶ L'appropriation a été promue à travers la fourniture d'information, la participation inclusive et le processus de prise de décisions.
- ▶ Une attention particulière a été donnée aux connaissances indigènes afin qu'elles puissent être intégrées dans la pensée contemporaine sur le renforcement de la paix et la question des conflits.
- ▶ Les bénéficiaires ont pu acquérir des techniques de gestion des conflits pouvant être répliquées dans leurs circonscriptions respectives.





### ACTIVITE 3

#### Table ronde sur la contribution des médias au renforcement de la paix, à la prévention des conflits et aux pratiques des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest

Une table ronde a été organisée, au mois de novembre sur le thème: « Évaluation de la contribution des médias au renforcement de la paix, à la prévention des conflits et aux pratiques des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest : partage des connaissances issues des leçons apprises et modèle des meilleures pratiques ». Des praticiens des médias et des intellectuels venant des 15 États de l'Afrique de l'Ouest ont été réunis pour discuter du rôle des médias dans les processus de consolidation de la paix, de prévention des conflits et des droits de l'homme. Au cours de cette rencontre, la manière dont ces contributions peuvent améliorer le développement des pratiques médiatiques concernant la consolidation préventive de la paix en Afrique de l'Ouest a pu être examinée de façon collective.



Cette rencontre a été initiée en partant de l'idée selon laquelle les professionnels des médias ont beaucoup à apprendre les uns des autres sur la manière dont ils abordent les divers défis liés à la paix et à la sécurité dans les contextes de leur pays respectif. Mais également par le fait selon lequel les médias jouent un rôle essentiel dans la prévention des conflits ou dans leur apaisement, ainsi que dans la promotion des pratiques de réconciliation dans de nombreuses sociétés divisées. Malgré le fait que certaines de ces expériences soient documentées, la manière dont les leçons apprises façonnent les meilleures pratiques est rarement partagée entre les praticiens des médias issus des différentes zones à travers l'Afrique. Il a été également jugé nécessaire d'informer les médias des derniers développements concernant les défis contemporains relatifs à la paix, à la sécurité et à la démocratie, tout en partageant sur la manière dont le travail respectif de chacun a insufflé des changements dans les situations intellectuelles, sociales et politiques dans différentes zones de l'Afrique.

Des praticiens des médias de premier plan et des intellectuels ont fait des présentations sur ces questions et ont partagé des études de cas. Des sessions de brainstorming ont également eu lieu afin d'examiner la responsabilité des médias dans les différentes situations de crise qui peuvent être similaires ou différentes d'un pays à l'autre. Ces 15 praticiens des médias expérimentés, ainsi que des universitaires et des acteurs de la société civile ayant une grande expérience représentant les pays d'Afrique de l'Ouest ont également soumis des études de cas propres au contexte de leur pays respectif sur divers thèmes relatifs au renforcement de la paix. Ces soumissions seront publiées sous forme de livre en 2014 et disséminées aux décideurs politiques aux niveaux local, national et sous-régional.

### OBJECTIF GÉNÉRAL

L'objectif général était de réunir des praticiens des médias provenant de toute l'Afrique de l'Ouest afin de discuter à propos des défis récents et de documenter les leçons apprises et les meilleures pratiques. Et aussi, d'examiner dans quelle mesure cela peut aider à contribuer à de meilleures pratiques relatives à la prévention des conflits et au renforcement de la paix en Afrique de l'Ouest dans l'avenir.

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Évaluer, partager et documenter les leçons apprises et les meilleures pratiques, et explorer la manière dont ces meilleures pratiques ont positivement influencé les interventions en faveur de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits au sein de la sous-région et comment ces pratiques peuvent être reproduites dans d'autres lieux à travers la sous-région ouest-africaine ;
- Explorer la manière dont les médias peuvent continuer à remplir leur rôle essentiel dans les processus démocratiques, la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;

- Discuter des défis, y compris les aspects constitutionnels et de réglementation qui ont limité le rôle des médias en faveur du renforcement de la paix et de la prévention des conflits, et partager les informations sur la manière dont certains praticiens des médias dans certains pays ont été capable de surmonter de tels défis dans les dernières années

### RESULTATS OBTENUS

- Des praticiens des médias et des intellectuels ont fait des présentations sur ces questions et ont partagé les études de cas en table ronde ;
- 15 praticiens des médias expérimentés, des universitaires et des acteurs de la société civile de l'Afrique de l'Ouest ont déjà soumis des études de cas sur divers thèmes relatifs au renforcement de la paix concernant le contexte propre à leur pays. Les connaissances des participants sur des sujets tels que la gouvernance, les droits de l'homme, la résolution des conflits, le renforcement de la paix, la prévention des conflits et les processus démocratiques ont été améliorés ;

- D'une manière générale, les participants ont appris les uns des autres sur la manière dont ils sont capables de surmonter les mesures inscrites dans les politiques, les réglementations et les clauses constitutionnelles visant à réduire les journalistes au silence.

## CONTRAINTES

- **Voyage à travers l'Afrique de l'Ouest** : L'un des principaux défis noté pendant la période en question a été la difficulté de se déplacer au sein de l'Afrique de l'Ouest pour mettre en œuvre les activités du projet. Tout particulièrement, il a été très difficile d'aller jusqu'à Mopti, dans le Nord du Mali, pour mettre en œuvre un programme dans des conditions difficiles. Ensuite, cela a été très coûteux d'avoir des participants voyageant jusqu'à Dakar à partir des autres zones de l'Afrique de l'Ouest, en raison des coûts élevés des billets d'avion et des itinéraires compliqués pour les personnes venant ou partant du Sénégal.
- **Communication** : La communication avec les partenaires, les bénéficiaires et les consultants dans différents pays à travers l'Afrique de l'Ouest a également été difficile en raison d'un faible réseau mobile et d'une mauvaise connexion Internet dans certains pays.
- **Problèmes liés à la sécurité** : Notre revue des questions relatives à la sécurité montre qu'il y a encore des causes structurelles et immédiates aux conflits qui doivent être traitées par les institutions régionales, sous-régionales et étatiques. L'engagement de la société civile dans certaines de ces localités est souvent inexistant en raison de sérieux problèmes liés à la sécurité. Par conséquent, il convient d'accroître la détermination à collaborer avec des acteurs de la société civile animés du même esprit afin de développer des activités conjointes pour des interventions dans les zones difficiles à atteindre à travers l'Afrique de l'Ouest.

## PERSPECTIVES

### PROJET 1 : ÉTUDE SUR LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST : LES IMPLICATIONS RELATIVES À LA PAIX, AUX DROITS DE L'HOMME ET À LA SÉCURITÉ HUMAINE.

Dans le cadre de sa volonté continue de compléter les efforts en faveur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest, l'Institut Gorée a commandité une étude sur la prévention des conflits basés sur les ressources naturelles pour approfondir sa compréhension des causes structurelles des conflits dans les communautés extractives dans les quatre pays du Bassin du Fleuve Mano (Sierra Leone, Liberia, Guinée et

Côte-d'Ivoire). L'étude intitulée, « La gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest et ses implications concernant la paix, les droits de l'homme et la sécurité humaine », vise à approfondir la compréhension des relations entre une mauvaise gouvernance concernant les ressources naturelles et les menaces à la sécurité humaine comme indicateur des conflits. L'étude a également pour ambition d'évaluer les dynamiques et les questions clés concernant la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans les pays ciblés en générant une connaissance sur le lien entre les ressources naturelles et les conflits, avec une documentation des meilleures pratiques, tout en identifiant les facteurs de risque et les outils permettant de les réduire.

Un livre sur les conclusions de l'étude est prévu pour 2014. D'autres initiatives de suivi sont attendues au cours de l'année 2014 :

- A. Des initiatives de plaidoyer basées sur les droits concernant la mauvaise gouvernance des ressources naturelles

Un projet de plaidoyer sera conçu à partir des conclusions de la recherche, dans le cadre des solutions africaines aux problèmes africains (African Solutions for African Problems, ASAP). Le programme attendu de plaidoyer basé sur les droits vise à contribuer à minimiser les menaces aux droits de l'homme et à la sécurité humaine dans les pays ciblés. Cela vise également à répondre aux violations des droits de l'homme et à la pauvreté pour aider à insuffler les politiques de Responsabilité sociale des entreprises (RSE), ainsi qu'une gouvernance durable des ressources naturelles de la part des gouvernements cibles.

- B. Former la société civile sur le suivi des indicateurs d'alerte précoce et sur les options de réponse pour prévenir les conflits basés sur les ressources naturelles

Les conclusions préliminaires de l'étude ont déjà justifié le besoin de renforcer les capacités de la société civile sur la manière de suivre les indicateurs d'alerte précoce et les réponses à apporter. Il est utile d'équiper les acteurs non-étatiques des outils nécessaires pour réaliser un suivi efficace des indicateurs de conflits basés sur les ressources naturelles et sur la manière de parvenir à traduire cela sous la forme de plaidoyers proactifs et de lobbying auprès des décideurs politiques. Il s'agira également de contribuer au renforcement de la compréhension du lien qui se renforce entre une mauvaise gouvernance des ressources naturelles et les menaces à la sécurité humaine. Une telle formation aidera à explorer les implications négatives directes et indirectes des investissements étrangers sur le bien-être public des communautés affectées par une mauvaise gouvernance des ressources naturelles.

## B. DÉMOCRATIE, GOUVERNANCE & PROCESSUS POLITIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST



Cette année, l'Institut Gorée a pu réaliser dans ce domaine plusieurs projets et activités aux niveaux international et national. À travers un éventail de différentes initiatives et notamment en fournissant un support technique aux Coalitions de la société civile et aux Organes de gestion des élections au niveau national, le Gorée Institute a été déterminant dans l'aide apportée à plusieurs pays afin qu'ils s'engagent dans leurs processus politiques. L'Institut s'est également activement impliqué dans le renforcement des capacités des organisations partenaires, la facilitation du dialogue politique, le monitoring des médias, ainsi qu'en opérationnalisant le concept de « Situation Room » (Salle de veille). Ces différentes activités ont été rendu possibles grâce au soutien financier de l'Union européenne et du PNUD. Des recherches ont également été conduites permettant de documenter les meilleures pratiques en termes de gestion des élections qui ont été disséminées

dans différentes circonscriptions. L'Institut a été particulièrement actif en Guinée Conakry et au Togo où des élections locales et législatives se sont déroulées dans une atmosphère tendue et où son expertise dans le domaine de la facilitation du dialogue politique a aidé à gérer les différents et les menaces de violences.

Les efforts de l'Institut ont été concentrés sur la sécurité, les campagnes des partis politiques et la manière dont les scrutins fonctionnent en dehors et à l'intérieur des bureaux de vote. La manière dont fonctionne le code de conduite électoral entre les différents partis a ainsi pu être observée. L'Institut s'est également rapproché des observateurs locaux à travers une coalition de la société civile incluant le RESOCIT au Sénégal et la SYCED au Togo, ainsi que la COFFIG (Coalition des femmes et filles de Guinée) en Guinée Conakry.

### PROJET 1 : MISSION D'ASSISTANCE ÉLECTORALE DE L'INSTITUT GORÉE AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TOGOLAISE

Avec l'accompagnement financier de l'Union européenne à travers sa Délégation installée au Togo, l'Institut Gorée, en partenariat avec la Plateforme Synergie Citoyenne pour des Elections Démocratiques (SYCED) et la Fondation Hanns Seidel, a conceptualisé et mis en œuvre un Programme d'Assistance Electorale auprès de la société civile togolaise, en vue des élections législatives et locales. Il s'agit d'un Programme qui a duré une année, qui a mobilisé une coordination de 16 personnes et 960 moniteurs et observateurs déployés sur tout le territoire national.



#### OBJECTIF GLOBAL

L'objectif principal de la mission d'assistance électorale de l'Institut Gorée auprès de la société civile togolaise est d'appuyer les organisations de la société civile togolaise à harmoniser leur stratégie d'intervention dans le processus électoral par leur mise en réseau et leur capacitation selon les normes et standards internationaux.

#### OBJECTIFS SPECIFIQUES

- ▶ Harmoniser et pérenniser les stratégies d'intervention de la société civile togolaise dans le processus électoral et renforcer la crédibilité de la plateforme de la société civile experte en matière électorale (Synergie citoyenne pour des élections démocratiques - SYCED)
- ▶ Renforcer les capacités des membres de la SYCED dans le domaine de l'observation électorale
- ▶ Evaluer la conformité des élections législatives et municipales togolaises avec les standards internationaux pour la démocratie

#### ACTIVITÉS

Les activités prévues dans le cadre de ce programme :

- ▶ Impression de documents de travail (Guides et Code pour les observateurs et moniteurs)
- ▶ Organisation d'un séminaire de partage d'expériences
- ▶ Film documentaire sur l'expérience du RESOCIT
- ▶ Formation de 600 observateurs à court terme
- ▶ Formation de 50 m observateurs pour la remontée des résultats par SMS
- ▶ Formation BRIDGE de 25 journalistes partenaires en monitoring des médias
- ▶ Formation de 60 moniteurs de la violence électorale
- ▶ Formation de 25 observateurs du recensement biométrique
- ▶ Formation de 25 observateurs à long terme
- ▶ Création d'une plateforme technologique
- ▶ Installation de la plateforme technologique
- ▶ Déploiement d'observateurs nationaux à long terme
- ▶ Déploiement d'observateurs du recensement biométrique
- ▶ Déploiement d'observateurs nationaux à court terme
- ▶ Déploiement de moniteurs de la violence électorale
- ▶ Déploiement de moniteurs des médias
- ▶ Déploiement des m observateurs
- ▶ Déploiement de m observateurs pour la remontée des données électorales par SMS
- ▶ Déploiement de la mission d'observation internationale de l'Institut Gorée
- ▶ Visibilité de la mission
- ▶ Mise en place de la Situation Room Electorale - Quartier général des Elections
- ▶ Mise à disposition de moyens de communication pour les législatives
- ▶ Formation de formateurs semi accrédités BRIDGE
- ▶ Organisation d'une réunion d'évaluation et de capitalisation

#### RÉSULTATS ATTEINTS

- ▶ Accompagnement de la mise en réseau des organisations de la société civile togolaise
- ▶ Partage d'expériences avec les organisations de la société civile togolaise mises en réseau
- ▶ 25 moniteurs des médias sont formés
- ▶ 25 moniteurs des médias sont déployés
- ▶ Formation en observation du recensement biométrique
- ▶ 25 moniteurs du recensement biométrique sont déployés
- ▶ Formation en monitoring de la violence électorale
- ▶ 60 moniteurs de la violence électorale sont déployés
- ▶ 600 membres de la SYCED sont formés en observation classique



## B. DÉMOCRATIE, GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES

- ▶ Déploiement de 600 observateurs classiques
- ▶ 200 citoyens togolais sont formés en m observation
- ▶ Déploiement de 200 m observateurs
- ▶ Déploiement de 25 observateurs internationaux
- ▶ La Situation Room Electorale est installée pendant 5 jours pour un
- ▶ Formation de 24 experts électoraux semi accrédités BRIDGE
- ▶ Production d'un rapport final d'observation en 2000 exemplaires

Au cours de ce programme, il faut rappeler que des actions importantes sont venues se greffer, notamment la participation au Comité de suivi des élections mis en place par le groupe des 5 basé au Togo : Ambassade de France, Ambassade d'Allemagne, Ambassade des Etats Unis, Union européenne, Programme des Nations Unies pour le Développement. Les travaux de ce Comité ont été principalement alimentés par les rapports hebdomadaires produits dans le cadre du Programme d'Assistance électorale.

Il convient de souligner que toutes les actions de monitoring et d'observation menées depuis le début du processus ont convergé vers la mise en place, le jour du scrutin, d'une Situation Room Electorale qui est un espace de production d'informations relatives au scrutin, de correction des dysfonctionnements éventuels, d'initiation d'actions de médiation pour résoudre des conflits électoraux, d'atténuation des conflits et du contentieux post électoral. En effet, composée de 3 chambres (de recueil d'informations, d'analyse et de décision), la Situation Room Electorale vient en appui aux autorités en charge de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral le jour du scrutin.

La collaboration des autorités et de toutes les parties prenantes au processus électoral est nécessaire pour la réussite d'une initiative telle que la Situation Room Electorale. Ainsi, selon l'activité de monitoring, un dispositif de partage d'information était mis en place. Pour ce qui s'agit du monitoring des médias, un canal de partage d'information fut aménagé avec le Ministère de la communication togolais, la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication, la CENI, les partis politiques, les syndicats de journalistes, ceci afin, à temps réel, de corriger les mauvaises pratiques se logeant dans le traitement de l'information en période électorale. De même, pour ce qui s'agit du monitoring de la violence électorale, le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile fut un partenaire privilégié, avec les partis politiques, la CENI, etc. ainsi, des rapports hebdomadaires étaient produits et faisant le point sur la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire togolais.

Durant le recensement biométrique, grâce au monitoring effectué dans le cadre du Programme, des rapports hebdomadaires étaient produits, partagés avec toutes les parties prenantes dont la Commission électorale nationale indépendante, pointant du doigt les dysfonctionnements principalement d'ordre logistique et infrastructurel, ceci a permis à la CENI d'intervenir afin d'améliorer l'offre logistique et infrastructurelle.

La motivation principale de cette approche est de rompre avec la perception que les institutions et l'opinion ont de la société civile du fait de sa faiblesse et de son incapacité à s'inscrire dans la prospective, la pro activité et les approches innovantes. Par ailleurs, le principal outil de monitoring, de recueil d'information fut les TICs. En effet, une plateforme technologique a été mise en place et fut le réceptacle de toutes les informations produites par les moniteurs, observateurs et m observateurs déployés sur tout le territoire togolaise et capacités en amont dans la remontée des informations par le truchement des TICs.

### CONTRAINTES

La contrainte principale était :

- ▶ L'instabilité du calendrier électoral togolais, obligeant ainsi l'institut Gorée et les partenaires de s'adapter

### PERSPECTIVES

En manageant ce programme d'envergure nationale sur une durée d'une année et pour un montant global d'un million d'euros, l'Institut Gorée s'inscrivait dans une double dynamique en termes de perspective :

- ▶ Affiner son positionnement en tant qu'institution africaine spécialisée dans l'Assistance électorale
- ▶ Explorer les possibilités d'élargissement de ses activités dans un contexte nouveau

### PROJET 2 : 4<sup>EME</sup> SYMPOSIUM ANNUEL DE GORÉE INSTITUTE

Le Symposium annuel de l'Institut Gorée est un forum d'échange qui regroupe des chercheurs, des praticiens de la société civile, des organisations internationales, les pouvoirs publics, les médias travaillant sur des questions de gouvernance, paix et sécurité en Afrique, ceci dans le but d'explorer de nouvelles thématiques, de nouveaux paradigmes, de trouver une intelligibilité à des phénomènes nouveaux touchant à l'Afrique, de servir de cadre de référence aux Etats, aux organisations de la société civile, aux organisations internationales, etc.

Au fil des années, le Symposium a su se positionner et identifier des thématiques majeures qui intéressent et interpellent les Etats, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, etc.

Conformément à l'approche retenue lors des Symposiums précédents, un ouvrage rassemblant toutes les présentations sera publié.



### Objectifs du Symposium annuel de l'Institut Gorée

- Mettre en place un cadre d'échange réunissant des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de Gouvernance, de Paix et de Sécurité
- Instaurer annuellement une rencontre régionale rassemblant des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de Gouvernance, de Paix et de Sécurité pour faire le point sur l'état d'avancement de leurs travaux de recherches, des programmes initiés, des actions entreprises ou en cours de réalisation

Pour l'année 2013, le Symposium qui s'est déroulé les 27, 28 et 29 novembre 2013 avait pour thème « La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ». Il s'agissait de passer en revue les 15 pays de la CEDEAO à l'aune du thème retenu pour le Symposium.

### Résultats atteints

- 15 présentations, soit une sur chacun des pays de la CEDEAO, ont été faites sur la base du thème du Symposium : « La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest »
- La Présidence de la République du Sénégal, la CEDEAO, le PNUD, l'UE, OSIWA, l'ambassade du Mali au Sénégal, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Promotion de la Bonne gouvernance, l'UNOWA, FAS, le HCDH/Sénégal ont été représentés à cette rencontre annuelle
- De fortes recommandations sont faites à l'encontre des 15 Etats de la CEDEAO dans la recherche de solutions pour la stabilité démocratique

### Perspectives

Dans la perspective de la tenue du Symposium 2014, une publication rassemblant les différentes présentations est envisagée.

### PROJET 3 : PROGRAMME D'APPUI TECHNIQUE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME DE VEILLE DES FEMMES DE GUINÉE POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Financé par le Bureau Pays du Programme des Nations Unies pour la Développement – Guinée, l'objectif principal de cette action est de contribuer à l'organisation d'élections législatives crédibles, transparentes et apaisées en Guinée à travers une observation participative

### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont :

- Renforcer les capacités des citoyennes en matière d'observation et de M observation
- Elaborer des plages de collaboration avec les autorités et les autres parties prenantes du processus électoral ceci, dans le but d'asseoir la légitimité institutionnelle des organisations de la société civile impliquées dans le processus électoral
- Mettre en place et optimiser un système d'alerte précoce et de réponse rapide le jour du scrutin
- Recueillir de l'information crédible, scientifique relevant de la matière électorale pour une bonne documentation du processus électoral

### Activités

Durant ce programme, les actions suivantes ont été menées :

- Une série de rencontres avec les autorités et toutes les parties prenantes au processus électoral
- La création, l'installation et la finalisation du paramétrage d'une plateforme technologique, réceptacle de toute l'information produite dans le cadre de l'observation, de la M observation et du monitoring
- La formation et le déploiement de 600 M observatrices
- La formation et le déploiement de 60 moniteurs de la violence électorale
- La mise en place d'une Case de veille des femmes de la Coalition des femmes et filles de Guinée (COFFIG/DCPD)
- Une rencontre d'évaluation et de capitalisation



### Résultats atteints

Durant cette mission, l'Institut, est arrivé aux résultats suivants :

- ▶ A travers la COFFIG, l'Institut Gorée a renforcé les capacités de 235 organisations de femmes intervenant sur des thématiques en lien direct ou indirect avec les élections.
- ▶ 660 m observatrices et monitrices sont formées et déployées sur tout le territoire national
- ▶ Un site web est mis en ligne, qui renseigne en temps réel sur le déroulement du scrutin et qui donne une visibilité de la Plateforme bénéficiaire (COFFIG/DCPD)
- ▶ La Case de veille des femmes a pu être installée, elle est une réplique de la Situation Room Electorale mise en œuvre au Togo. Un dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide a été mis en place autour des 3 chambres (recueil de données, d'analyse et de décision) afin d'initier des actions de monitoring, d'observation, de facilitation et de médiation. L'objectif principal est de corriger tout dysfonctionnement apparent ou potentiel qui pourrait menacer le bon déroulement du scrutin et donc déboucher sur une crise post électorale.
- ▶ Des actions de médiation pertinentes ont été entreprises par la COFFIG, avec l'accompagnement technique de l'Institut, ceci dans le but de prévenir des actes de violence éventuelle et une instabilité post électorale
- ▶ Grâce à la collaboration de toutes les parties prenantes, la Case de veille a pu participer à l'organisation d'un scrutin crédible, transparent et apaisé.

### Contraintes

La contrainte principale reste les délais relativement serrés dans lesquels toutes les activités ont été déroulées, ce qui n'a toutefois pas empêché d'atteindre les résultats escomptés. Cependant, dans l'idéal, un programme d'accompagnement d'une telle envergure, de sa conceptualisation à sa mise en œuvre nécessite au moins 3 mois de préparation, d'identification de la logistique, d'accompagnement de la plateforme qui met en œuvre, de formation, de mise en place du cadre devant servir de Situation Room Electoral, de mise en place de toutes les activités connexes (mise en ligne site web, mise en place plateforme technologique, paramétrage, etc.) avant le déploiement et le suivi des personnes déployées.

### Perspectives

A l'issue de la mission, un rapport général fut rédigé avec des recommandations concernant toutes les parties prenantes au processus électoral guinéen dans la perspective des élections locales 2014 et de l'élection présidentielle 2015. Il s'agit d'élections cruciales. Selon l'envergure des réformes du système électoral, l'on

pourra apprécier le caractère de ces élections, selon qu'elles seront des élections de consolidation ou de renforcement de la démocratie. Selon l'approche, l'Institut Gorée compte s'insérer dans la dynamique imprimée vis à vis de toutes les parties prenantes au processus en mettant à disposition son expertise par la Formation, la Facilitation et l'Intervention. Il est évident que le système électoral guinéen gagnerait à être réformé, de même, les parties prenantes au processus électoral seraient d'un apport qualitatif si leurs capacités se voient renforcées. Ainsi, en faisant ce diagnostic, l'Institut reste mobilisé à accompagner les futurs processus électoraux en République de Guinée, d'autant qu'un partenariat solide est entrain d'être tissé avec la Plateforme bénéficiaire de l'initiative de la Case de Veille, notamment la COFFIG/DCPD.

### PROJET 4 : MISSION DE PARTAGE D'EXPERIENCES ET FORMATION BRIDGE EN MONITORING DES MÉDIAS À L'INTENTION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LIBERTÉ DE COMMUNICATION DU CONGO ET DE JOURNALISTES CONGOLAIS

Cette mission est la suite logique à la série de formation effectuée en 2012 au Congo dans les localités de Brazzaville, Owando, Pointe Noire, Gamboma et Ouesso. Il s'agissait d'introduire les membres du Conseil supérieur de la liberté de communication et les journalistes congolais au monitoring des médias. Au total, environ 300 personnes ont eu à bénéficier de cette formation. Dans une volonté de reproduire cette formation, le bureau pays du Programme des Nations Unies pour le Développement a sollicité l'expertise de l'Institut Gorée qui a développé le module en monitoring des médias au Sénégal et au Togo.

En outre, suite aux résultats positifs enregistrés dans la mise en œuvre de la Situation Room Electorale au Sénégal, au Togo et en Guinée et dans la perspective des élections locales et présidentielle au Congo, l'Institut Gorée a entrepris une mission de partage d'expérience et de présentation de l'outil qu'est la Situation Room Electorale aux autorités, aux partenaires techniques et financiers, aux partis politiques, aux organisations de la société civile, etc.

### Objectifs de la mission

Les objectifs spécifiques de cette mission ont été :

- ▶ Rencontrer les autorités en charge de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral
- ▶ Rencontrer les partenaires techniques et financier afin d'échanger sur le concept de la Situation Room
- ▶ Rencontrer les organisations de la société civile qui seront les partenaires d'exécution dans le cadre du programme
- ▶ Évaluer tous les besoins pour la mise en œuvre d'un Programme

d'assistance électorale en vue des élections locales 2014 et présidentielle 2016

- ▶ Faire des « Show Cases » sur la base des résultats obtenus antérieurement au Sénégal, au Togo et en République de Guinée par l'Institut Gorée dans le cadre de ses interventions en matière d'Assistance électorale
- ▶ Présentation du mode de fonctionnement et de la structure de la Situation room
- ▶ Renforcer les capacités des membres du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) du Congo en Monitoring des médias
- ▶ Finaliser une offre technique pour la matérialisation d'une Assistance technique de l'Institut Gorée en vue des élections locales en 2014 et présidentielle 2016 au Congo.

## Résultats atteints

Au terme de la mission :

- ▶ 50 journalistes et membres du Conseil supérieur de la liberté de communication ont été formés en monitoring des médias.
- ▶ Des rencontres avec toutes les parties prenantes au processus électoral ont été tenues ceci afin de mieux partager l'expérience de l'Institut Gorée dans le cadre des élections au Sénégal (Présidentielle et législatives), au Togo (législatives) et en Guinée (législatives), des actions entreprises en termes d'observation, de formation, de monitoring, de médiation, etc.
- ▶ Tous les besoins sont identifiés pour un accompagnement effectif et d'envergure de l'Institut Gorée des parties prenantes au processus électoral congolais, dans la perspective des élections locales (2014) et de l'élection présidentielle (2016)
- ▶ Un Programme d'accompagnement multi acteurs de l'Institut Gorée est finalisé, validé et est en cours d'exécution au Congo, avec l'accompagnement financier du Programme des Nations Unies pour le Développement/Congo

## Perspectives

En mettant en place, en amont un dispositif pour le suivi d'un ou de plusieurs aspects du cycle électoral, l'Institut Gorée s'inscrit dans une perspective d'accompagnement des parties prenantes au processus électoral congolais. Ainsi, dans une 1ère Phase validée par le partenaire technique et financier, les actions suivantes seront mises en œuvre dans le cadre des élections locales en 2014 :

- ▶ Mise en ligne d'un site internet pour le compte du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC)
- ▶ Création d'un logo et une charte graphique pour le compte du CSLC
- ▶ Formation BRIDGE en Administration électorale de 35 acteurs et parties prenantes au processus électoral congolais

- ▶ Formation de 30 moniteurs des médias dans le but de mettre en place une Unité de monitoring des médias et pour un démarrage effectif du monitoring des médias au Congo
- ▶ Les organisations de la société civile congolaise bénéficieront d'un accompagnement technique de l'Institut Gorée dans le but de se mettre en réseau dans la perspective des échéances électorales à venir
- ▶ 200 membres des organisations de la société civile, mises en réseau, bénéficieront de formations pour l'observation des élections locales en 2014
- ▶ Ces organisations de la société civile mise en réseau, grâce à l'accompagnement technique de l'Institut Gorée, seront initiatrices d'un Quartier général des élections locales, ceci dans le but d'améliorer qualitativement les conditions de déroulement du scrutin.
- ▶ Formation et semi accréditation de 24 formateurs BRIDGE

La seconde phase de ce programme d'accompagnement sera entamée à l'issue des élections locales, dans la perspective de l'élection présidentielle en 2016.

## PROJET 5 : INITIATIVE DU RÉSEAU DES OBSERVATEURS CITOYENS (RESOCIT) POUR DES ÉLECTIONS CRÉDIBLES ET APAISÉES AU SÉNÉGAL EN 2012 – MISSION D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS DE GORÉE INSTITUTE

Le RESOCIT a été créé le 27 mars 2011 sur l'île de Gorée et comprend deux missions d'observation notamment celle de Gorée Institute et celle du Collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE). Le RESOCIT est donc une initiative commune de Gorée Institute et du COSC dont l'Institut avait la charge de la coordination.

## Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du programme :

- ▶ Harmoniser les stratégies d'intervention de la société civile impliquée dans le processus électoral
- ▶ Renforcer les capacités des membres du RESOCIT dans le domaine de l'observation électorale
- ▶ Sensibiliser les journalistes dans le traitement de l'information pour un accès équitable des candidats et des citoyens aux médias
- ▶ Renforcer la transparence et la crédibilité des élections



## Conclusion: perspectives globales

Fort de toutes les actions menées durant l'année 2013, il convient d'en tirer des enseignements et de s'inscrire dans une dynamique de capitalisation, de pérennisation des acquis et de durabilité. De même, il est important d'identifier les meilleures initiatives à entreprendre permettant d'atteindre les objectifs stratégiques programmatiques fixés et même de les élargir dans un moyen long terme.

La mission d'assistance électorale au Togo pour les élections législatives, l'initiative RESOCIT durant les élections présidentielle et législatives au Sénégal en 2012, la mission d'appui technique de l'Institut Gorée à la COFFIG durant les élections législatives en Guinée en 2013 ont été une opportunité d'intervention de l'Institut et d'expression de son expertise en matière d'assistance électorale. Il s'agit d'une matière fondamentale dans un contexte de consolidation et de renforcement de nos jeunes démocraties. Ainsi, en termes de perspective, il s'agira de développer un volet important axé sur l'assistance électorale.

En 2013, l'Institut Gorée a formé pas moins de 1800 citoyens Congolais, Guinéens, Togolais et Sénégalais en monitoring des médias, en monitoring de la violence, en monitoring du recensement à long terme, en observation à long terme et à court terme, en m observation. De même, en tant que Hub BRIDGE, 24 formateurs semi accrédités BRIDGE sont formés au Togo. Il s'agit d'une masse critique d'acteurs qui, de part leurs interventions, peuvent participer qualitativement à l'amélioration des processus électoraux dans leurs pays respectifs et impacter positivement les systèmes électoraux de ces mêmes pays.

En outre, sur la base des expériences diverses dans la sous région en appui électoral, des résultats probants engrangés, de la légitimité acquise par l'Institut Gorée dans le domaine de la formation et de l'appui électoral, la démarche à adopter consiste à établir des point focaux au niveau des pays

Dans la dynamique de parachever les interventions de l'Institut en matière d'appui et d'accompagnement, il est important de mettre en place des programmes d'appui parlementaires et à terme de mettre en place un réseau de parlementaires ouest africains mobilisés autour des axes d'intervention de l'Institut Gorée.

Dans la perspective des élections locales (2014) et présidentielle (2016) au Congo, un programme d'accompagnement électoral à long terme concerne plusieurs volets sera ainsi finalisé et proposé.

## Activités menées

L'initiative s'est articulée autour de 4 composantes :

- ▶ Renforcement de capacités et observation électorale,
- ▶ Monitoring des médias en période électorale,
- ▶ Monitoring de la violence électorale,
- ▶ Mise en place d'une Situation Room Electorale avec un système de remontée des résultats en vue d'assurer des élections pacifiques.

Il s'est agi d'un programme d'une durée de 18 mois, à cheval entre 2012 et 2013. Ainsi, conformément aux engagements de l'Institut vis à vis de l'Union européenne qui en est le partenaire financier unique, il s'agissait :

- ▶ D'évaluer le processus électoral à travers l'implication des organisations de la société civile dans le cadre du RESOCIT
- ▶ Produire et publier un rapport final compilé de toutes les actions de monitoring et d'observation menées durant les élections présidentielle et législatives 2012 au Sénégal

## C. IMAGINER L'AFRIQUE: SOUTENIR LA CRÉATIVITÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE



Au cours de l'année 2013, le programme culturel de l'Institut a formé des artistes féminines aux techniques de la gravure. Cette formation a inclus la production d'un portfolio de gravures reflétant visuellement l'idée de la paix en Afrique. La participation à une exposition de gravures pour un événement global de plaider autour des questions de la paix, de la sécurité et de la prévention des conflits en Afrique a eu lieu dans la foulée. Il s'agit d'une manifestation claire de l'engagement de l'Institut en faveur de la créativité artistique comme ressource essentielle pour la consolidation de la paix et de la prévention des conflits.

Ce travail a été à la fois source d'inspiration et a représenté une forme d'éducation pour les participants à nos projets de formation à la gravure. L'Institut a ainsi pu encourager et améliorer les compétences existantes des participants, tandis que leur compréhension relative aux débats entourant la paix a été approfondie.

Des opportunités leur ont ainsi été offertes d'adapter leur approche artistique au langage de la paix, dans le cadre d'un effort artistique mutuel visant à plaider en faveur des questions socio-économiques comme la pauvreté, la répression et la violence. À travers l'exposition réalisée, le Gorée Institute a pu contribuer à changer la perception des visiteurs et leur compréhension, en laissant de côté une vision négative de l'Afrique, et en leur montrant le continent africain comme un continent ayant un grand potentiel et offrant de nombreuses possibilités.

Pendant cette période, l'Institut a également encouragé les jeunes générations d'artistes à travers l'utilisation du théâtre, de la poésie et de la parole, notamment le slam, contre la haine et la violence en Afrique. C'est un média innovant que l'Institut continuera à promouvoir dans les années qui viennent en tant qu'organisation panafricaine.

## PROJET 1 : ATELIER DE GRAVURE

Cet atelier de gravure sur le thème « Femmes, Gravures, Paix et Sécurité » a offert à quatre femmes sélectionnées l'opportunité de renforcer leurs capacités dans le domaine de la gravure. Ces artistes avaient déjà un niveau satisfaisant dans certains domaines de la gravure et étaient capables de travailler de manière indépendante. L'atelier a été conçu pour adopter une perspective intégrée, tout en affinant les compétences créatives et techniques des participantes dans ce cadre d'apprentissage collaboratif fourni par l'Institut Gorée. Des sessions de démonstrations techniques ont eu lieu de la part du coordinateur du programme Culture de l'Institut et un dialogue informel ainsi qu'une critique du groupe ont pu être élaborés. La même approche a été appliquée à l'atelier portant sur le thème « Plaidoyer visuel en faveur de la paix ». Le portfolio produit au cours de cet atelier est un projet esthétique sur le plaidoyer en faveur de la paix.

### OBJECTIF GÉNÉRAL

Produire un portfolio de gravures avec un texte d'introduction qui reflète de manière visuelle les idées de paix en Afrique.

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- ▶ Offrir des opportunités à des artistes choisis d'être formés aux techniques de gravure.
- ▶ Produire un portefeuille de gravures incluant le travail des artistes (cinq gravures chacun) et un texte d'introduction.
- ▶ Représenter de manière visuelle des réflexions sur la paix et la sécurité.
- ▶ Rendre possible l'organisation d'une exposition de gravures lors d'un événement global de plaidoyer en faveur de la paix, la sécurité et la prévention des conflits en Afrique.

### AUTRES ACTIVITÉS

- ▶ Un atelier d'un jour avec 23 étudiants de l'École Nationale des Arts de Dakar a été organisé. Ces jeunes étudiants ont été introduits aux différentes techniques de gravure et ont pu visiter la collection permanente de l'Institut Gorée.
- ▶ Un atelier d'une demi-journée a été organisé avec un groupe d'étudiant de l'École internationale de Genève (Suisse). Ils ont visité la collection permanente de gravures de l'Institut Gorée et ont produit des linogravures dans les jardins de l'Institut.
- ▶ En décembre, une organisation représentée par trois artistes (Vive Diba, Elise Fitte-Duval et Henry Sagna) a organisé un atelier pour produire un portfolio portant sur « Le plaidoyer visuel en faveur de la paix ».



### CONTRAINTES

- ▶ Gérer des contraintes de temps dans la gestion des gravures sur une île dont les arrivées et les départs dépendent des horaires d'une chaloupe a représenté un défi.
- ▶ La petitesse de l'atelier a un impact important sur la qualité du travail produit. Cependant, avec l'engagement, la motivation et un esprit constructif, les différents artistes ont réussi à concevoir des productions de bonne qualité.
- ▶ Le plus grand défi a été d'arriver à mettre ensemble les énergies positives et constructives dans les ateliers d'art à la fois pour l'Institut Gorée et la communauté de l'île.

### RÉSULTATS OBTENUS

- ▶ Production de 35 gravures.
- ▶ Introduction auprès d'artistes choisis des techniques de la gravure.
- ▶ Production de planches (cinq pour chaque artiste) pour l'édition de portfolios professionnels sur le thème « Les femmes, la gravure, la paix et la sécurité » et « Le plaidoyer visuel en faveur de la paix ».
- ▶ Création d'une plateforme fournissant la possibilité de communiquer sur différents sujets relatifs à la paix.
- ▶ Réalisation de contributions poétiques reflétant les défis auxquels les sociétés panafricaines doivent faire face.

### PERSPECTIVES

- ▶ Exposition des deux portfolios dans le cadre d'un événement de plaidoyer dans une galerie ou un centre d'art à Gorée ou Dakar.
- ▶ Amélioration de la qualité et du nombre de portfolios produits.
- ▶ Amélioration des pratiques liées à la gravure afin d'apporter une valeur ajoutée visuelle aux événements de plaidoyer.
- ▶ Amélioration de la diversité des objets culturels pour les visiteurs de l'Institut Gorée.
- ▶ Organisation d'un atelier plus large en collaboration avec les artistes impliqués dans le projet « La Paix par la Force » (Peace by Force) au cours des quatre dernières années. Cet atelier sera organisé conjointement par l'Institut Gorée et les « Portes et Passages du Retour » ([www.portesetpassagesduretour.com](http://www.portesetpassagesduretour.com)) à Mbodiène/Joal.

## 4 TERAL

Le Département Teral, créé en 1994, est un mécanisme de l'Institut Gorée servant à générer des revenus. L'objectif général de ce département est de fournir un cadre idéal pour les formations, les réunions, les séminaires d'affaires ou les retraites de planification stratégique, permettant ainsi à des chercheurs, des dirigeants d'organisations, des artistes, des hommes d'affaires, des économistes et des scientifiques d'échanger des idées et de débattre sur des questions clés.

Pour l'Institut, la satisfaction des clients est la meilleure mesure du succès. Le Département Teral a été très actif au cours de l'année 2013. L'équipe TERAL s'est activement impliquée dans la prospection de nouveaux clients et la gestion des clients existants. Dans le cadre de cet effort, l'équipe Teral a développé une stratégie marketing liant les visites sur le terrain, la prospection téléphonique et le web marketing. Ces actions ont aidé l'équipe à poursuivre une collaboration avec certaines organisations tout en en approchant de nouvelles.

Pour atteindre ses objectifs, le Département Teral a travaillé en étroite collaboration avec le département Communication de l'Institut afin de développer de nouveaux outils marketing. Teral a également acquis de nouveaux équipements pour améliorer le confort et la satisfaction de sa clientèle.

L'Institut possède aujourd'hui une base de données mise à jour de 171 clients potentiels qui seront contactés au cours de l'année 2014. Une étude de satisfaction clients a été réalisée afin d'évaluer les besoins, les attentes ainsi que les potentiels facteurs d'insatisfaction des clients toujours dans une optique d'amélioration de la qualité de ses services.

### OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- Soutenir l'engagement de l'Institut à encourager les collaborations dynamiques à la fois aux niveaux régional et international.
- Faciliter la mise en œuvre d'activités à la fois externes et programmatiques.
- Sécuriser la stabilité financière de l'Institut en contribuant de manière substantielle aux dépenses courantes et aux coûts opérationnels.

### ACTIVITÉS

TERAL a facilité la mise en place d'une série de retraites d'affaires et de séminaires pour divers partenaires et pour de nouveaux clients : Le Collective Leadership Institute, Pan Acea, l'International Foundation for Electoral Systems (IFES), le Comité Inter-



Visite du Président Sud Africain, SEM Jacob ZOUMA

national de la Croix Rouge (CICR), People Development, l'Agence canadienne de développement international, France Volontaires, l'Organisation Internationale du travail (OIT), la Cour Pénale Internationale et d'autres organisations.

En conformité avec le plan d'actions de 2013, TERAL a fourni une assistance dans l'organisation et la coordination des activités programmatiques de l'Institut Gorée.

Cette année, le Département Teral a accueilli le Président des États-Unis d'Amérique, Monsieur Barak Obama, le Président Jacob Zuma d'Afrique du Sud ainsi que George Soros, le fondateur de l'Open Society Initiatives (OSI). Ces visites ont été des moments clés qui ont aidé à accroître la visibilité du Département Teral au niveau mondial.

D'une manière générale, les activités Teral avec les clients externes ont été un succès, y compris la réunion avec la Cour Pénale Internationale sur la « Protection des témoins ».

### CONTRAINTES

Bien que d'énormes efforts aient été entrepris pour améliorer la condition générale du centre de conférence de l'Institut Gorée, un logiciel de gestion des conférences est toujours nécessaire pour une amélioration continue des capacités de gestion des conférences.

### PERSPECTIVES

Le Département Teral s'est imposé comme objectifs d'accroître ses activités dans les années à venir et de continuer à améliorer ses services. Conscient des risques liés à la gestion de l'accueil, le Département Teral restera dans une dynamique continue d'amélioration afin d'accroître sa crédibilité et sa viabilité financière. Des sessions de formation des membres du département ont été planifiées afin de renforcer leurs capacités.

# 5 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

## A. DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Tout au long de l'année, l'Institut Gorée a continué à mettre en œuvre les recommandations issues de l'audit, financé par SIDA, et réalisé par une société internationale de développement organisationnel. La mise en œuvre des recommandations a aidé à améliorer la conception, le suivi, l'évaluation et le reporting des programmes et a permis d'être davantage axé sur les résultats.

L'Institut Gorée est continuellement confronté à un environnement changeant et doit, par conséquent, faire preuve de flexibilité. En dépit des multiples activités mises en œuvre sur le terrain cette année l'Institut a réussi à développer un plan stratégique 2015-2018. Un document sur la stratégie de levée de fonds et un plan d'actions pour le soutien institutionnel ont été également complétés et présentés lors de la retraite annuelle du personnel. Un travail de finalisation de ces documents sera réalisé afin qu'ils entrent en conformité avec le plan stratégique.

En 2014, un conseiller en gestion expérimenté sera recruté en tant que consultant afin d'assister l'Institut dans l'évaluation rigoureuse de la collaboration avec SIDA qui a soutenu l'Institut dans l'établissement d'un système de gestion basé sur les résultats (GBR). Ainsi,

l'Institut souhaite porter une plus grande attention à la formation du personnel en interne, à la mise en œuvre du système de GBR ainsi qu'au renforcement de la qualité de ses systèmes de soutien et de prestation de services à chaque étape de la chaîne de valeur.

En ce qui concerne la communication, des étapes importantes ont été réalisées qui ont eu pour résultat une meilleure visibilité et une image positive de l'Institut. Les réalisations et activités délocalisées (Casamance, Togo, Guinée-Bissau, Guinée, Côte-d'Ivoire et Mali) ont accru la crédibilité et amélioré l'image de l'Institut Gorée. Des outils de communication institutionnelle sont maintenant disponibles et le site Internet est régulièrement mis à jour. Le site Internet et la newsletter électronique de l'Institut Gorée, « Gorée Update », sont d'excellents canaux de communication.

L'audit financier réalisé portant sur l'utilisation des fonds en 2013 a été très positif. En comparaison avec les années précédentes, il n'y a eu que très peu de commentaires, ce qui révèle les améliorations réalisées par l'Institut dans sa gestion financière.



Visite de Mme Lundberg, chargée du programme Paix et Sécurité, SIDA (Agence Suédoise de Coopération Internationale au développement)

## B. PARTENARIATS ET LEVÉES DE FONDS

Au cours de l'année 2013, l'Institut Gorée a continué à construire de solides partenariats avec des organisations de la société civile ayant les mêmes préoccupations et à renforcer ses liens avec les parties prenantes clés. L'Institut a développé ses relations avec les organisations internationales comme l'Institut pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA), les agences onusiennes, avec les réseaux sous-régionaux comme le Groupe de travail Femmes, Paix et Sécurité de la CEDEAO et les organes régionaux (l'Union africaine, la CEDEAO), ainsi qu'avec les gouvernements et les organisations communautaires.

Ainsi l'Institut Gorée a été capable de créer des partenariats collaboratifs au sein des communautés travaillant dans les domaines de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest, et de travailler avec des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest, des décideurs politiques et des acteurs étatiques impliqués dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

## C. RECHERCHE ET DOCUMENTATION

La recherche est une composante importante des programmes de l'Institut Gorée. Depuis sa création, l'Institut a encouragé la recherche sur l'Afrique à partir de l'Afrique en utilisant des approches multidisciplinaires et holistiques. L'Institut facilite la recherche avec les universitaires, les enseignants et les praticiens issus des 15 pays de la CEDEAO et soutient également d'autres institutions de recherche à travers le partage des connaissances et les réseaux. Pendant l'année 2013, l'Institut a réalisé des recherches sur les sujets suivants :

- ▶ L'instabilité institutionnelle et la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest
- ▶ La contribution des médias au renforcement de la paix et à la résolution des conflits
- ▶ La société civile et les défis de l'instabilité institutionnelle en Afrique de l'Ouest
- ▶ La gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest (une publication des conclusions du symposium annuel de l'Institut Gorée)

Concernant le fundraising, l'Institut Gorée a réussi à mobiliser les fonds nécessaires à la tenue de ses activités grâce à de nouveaux partenaires financiers tels que le PNUD, l'UNWOMEN et l'Union européenne. Cependant, le partenaire financier clé de l'Institut demeure l'Agence suédoise de développement international (Asdi/ SIDA). En complément, l'Institut Gorée continue à renforcer son département Teral, unité qui génère des revenus à travers la facilitation des conférences et des activités pour les organisations partenaires. L'ambition de l'Institut Gorée est de s'assurer qu'au moins 30% de son budget annuel soit acquis à travers Teral pour autofinancer ses activités d'ici 2017.

Tout en diversifiant son portefeuille de partenaires financiers, il nous faut faire face à des contraintes comme le manque d'engagement à long terme en faveur du financement de nos programmes. L'Institut s'est engagé dans une réflexion stratégique pour surmonter ce défi.

L'Institut encourage l'interaction entre les chercheurs et les praticiens en fournissant un forum et un espace pour le dialogue, le partage des expériences et la dissémination des meilleures pratiques. Le Gorée Institute développe également des outils de plaidoyer et identifie les manques concernant le renforcement des capacités sur la base des besoins identifiés. La recherche constitue un investissement en termes d'efforts en faveur de la promotion d'une réflexion prospective pour la production des connaissances africaines.

## 6 CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Mme Ayo Obe

Présidente du conseil d'administration,  
Avocate, militante pour les droits de l'homme  
et la démocratie et chroniqueuse  
**Nigeria**



### M. Breyten Breytenbach

Conseiller spécial en charge des projets spéciaux  
et plaidoyer à Gorée Institute  
**Afrique du Sud**



### SEM Saïdou Nourou Ba

Consultant en Coopération  
et Relations Internationales  
**Sénégal**



### M. Michael Savage

Professeur émérite au Département  
de sociologie à l'Université de Cape Town  
**Afrique du Sud**



### M. Rafaël Marques de Morais

Reagan-Fascell démocratie Fellow  
Forum international pour les études démocratiques  
National Endowment for Democracy  
**Angola**



### Mme. Lucy Mutumba Muyoyeta

Sociologue, ancienne présidente de l'APRM  
**Zambie**



Le conseil d'administration du Gorin s'est tenu en septembre 2013 dans le but essentiel de faire le suivi des activités menées dans le courant de l'année et de présenter la première mouture du plan stratégique de 2015-2018. Par la même occasion, le CA a approuvé les états financiers et le plan d'action de l'année suivante. Enfin une attention spéciale a été portée sur le système de gestion axé sur les résultats, et sur le renforcement des capacités institutionnelles de l'Institut Gorée

# 7 INFORMATION ET COMMUNICATION



Notre département de Communication interne a été activement engagé pour couvrir les communications et relations internes et externes. Au cours du premier trimestre 2013, des objectifs de communication ont été établis pour l'année. Les orientations portant sur la communication ont été approuvées par les membres de l'organisation et ont été complétées avec les suggestions du Conseil d'administration.

Tout au long de l'année, les activités programmatiques de l'Institut ont été couvertes médiatiquement. Des indicateurs de résultats mesurables ont été mis en place afin d'évaluer les actions de communication.

En 2013, nous avons pu réorganiser entièrement notre site Internet, notre page Facebook et notre lettre d'information bimensuelle, qui continuent tous à atteindre toujours plus de personnes à travers le continent africain. La professionnalisation du département Communication a permis de donner de l'Institut Gorée l'image d'une organisation de la société civile panafricaine fiable ayant les capa-

cités de travailler en harmonie avec d'autres organisations de la société civile ayant les mêmes préoccupations à travers l'Afrique.

## OBJECTIFS

- Finalisation des outils institutionnels et mise à jour des outils multimédias (site, réseaux sociaux),
- Suivi et soutien en termes de communication pour les événements avec des détails sur les différents programmes,
- Développement des outils utilisés pour soutenir la stratégie de levée de fonds,
- Une visibilité accrue pour le Département Teral et le Centre de conférence,
- Optimisation des canaux de communication interne (Lettre d'information, rapport trimestriel), et
- Création d'une unité de production des connaissances.

## ACTIVITÉS

### Appui communicationnel aux programmes

- Couverture médiatique et institutionnelle (site, réseaux sociaux, lettre d'information) de toutes les activités de l'Institut,
- Production et archivage des films documentaires,
- Publication et dissémination des informations produites,
- Participation aux débats radiotélévisés sur les affaires courantes ; partenariat avec la presse.

### Mise à jour et création des outils de communication institutionnelle

- Mise à jour du site Internet de l'Institut Gorée et des outils des réseaux sociaux.
- Six (6) lettres d'information ont été publiées en 2014 (en français et en anglais).
- Les bases de données d'images et de contacts ont été mises à jour.
- Une base de données complète, organisée et partagée a rendu plus facile la recherche, la création des mailings et l'envoi des e-mails.

### Réalisation d'un schéma des organisations internationales ayant un rôle similaire à celui de l'Institut Gorée et mise en place d'un système d'échange régulier avec ces institutions / création de partenariats.

- Développement d'une base de données d'images des organisations nationales et internationales qui ont un rôle similaire à celui de l'Institut.
- Développement des connexions avec les organisations cartographiées à travers le partage de lettres d'information, de rapports et de publications avec des invitations à différents événements et les activités de suivi.

### Développement de nouveaux outils de communication interne

- Création d'une base de données devant être utilisée pour une gestion orientée par les résultats.
- Partage des lettres d'informations/les revues de presse

## RÉSULTATS

### Outils Multimédias

- Notre site Internet a été refait et est mis à jour sur une base régulière
- Notre page Facebook est régulièrement mise à jour
- Un lien pour mettre à jour notre compte Twitter en même temps que notre page Facebook a été créé
- Une page Facebook a également été créée pour être utilisée comme forum pour le Réseau de la Jeunesse Ouest africaine pour l'Education à la Paix et la Non-Violence

### Suivi des médias

- Un dossier de presse utilisé pour enregistrer la majorité des articles de presse a été créé
- Une initiative de suivi des médias a été établie pour analyser les communications télévisuelles. (Avoir accès aux reportages est en général très difficile)

### Publications

- Quatre publications ont été publiées cette année. L'une d'entre elles a été couverte par la presse au moment de son lancement officiel.
- Les publications ont été distribuées aux partenaires de l'Institut comme en témoignent les nombreuses lettres de remerciement et d'encouragement reçues après la campagne de dissémination.

### Relations publiques et partenariats

- Partenariat avec ONUWA pour une revue de presse
- Un partenariat avec un journaliste a été établi pour accroître la visibilité sur Internet (la presse en ligne)
- Un partenariat avec une agence de traduction locale est en cours de négociation



## 8 ÉTATS FINANCIERS

### ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES



	Montant
1. Salaires	163 989 422 F
2. Maintenance	10 847 512 F
3. Utilitaires	16 757 233 F
4. Administration	35 727 587 F
5. Gouvernance	21 011 988 F
6. Equipements	3 796 863 F
7. Activités des Programmes et Teral	782 700 909 F

**Total** 1 034 831 784 F

**Fonds Reçus** 1 380 482 329 F



1. Fonds reçus et Revenus	957 184 594 F
SIDA 2012-2014	442 164 864 F
UNION EUROPEENNE TOGO 2012-2013	341 097 640 F
PNUD GUINEE	35 796 080 F
TERAL	136 694 839 F
Regularisation (2012/2011)	1 431 171 F
2. Beginning Balance (01/01/2012)	423 297 735 F

**Balance au 12/31/2012** 423 297 735 F

## Nos Partenaires financiers



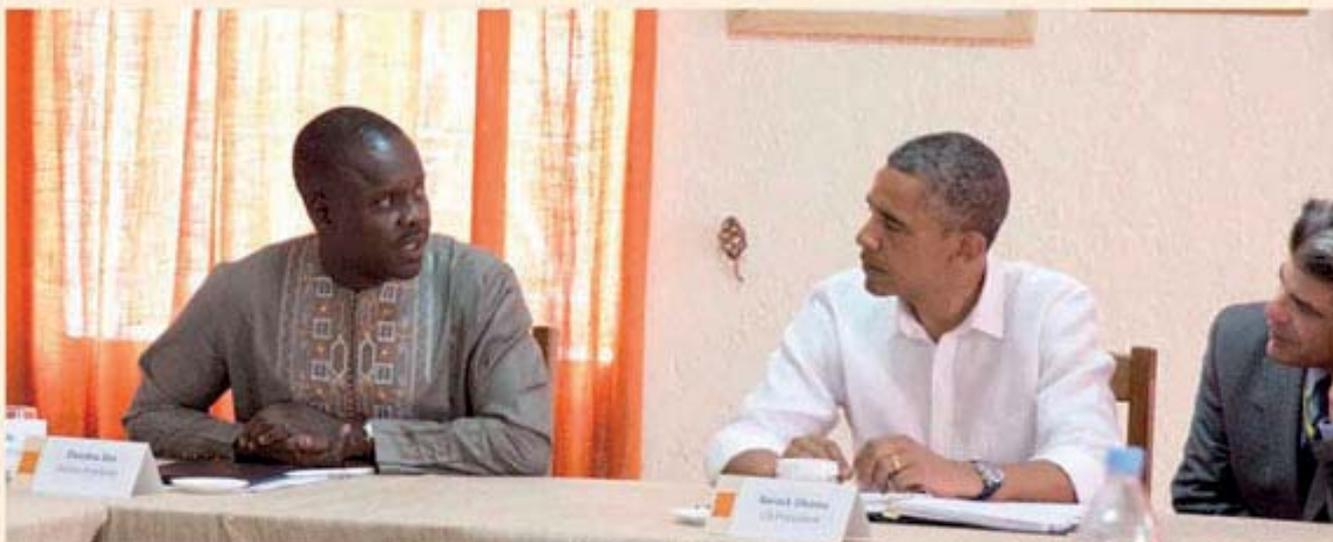
## 9 CONCLUSION

En 2013, de nombreuses activités ont été réalisées dans les domaines de la consolidation de la paix et de la prévention, des élections, de la gouvernance et de la démocratie. En dépit des difficultés tant internes qu'externes, il y a eu des améliorations dans les programmes et les budgets entre 2009 et 2013. Entre 2012 et 2013 notre budget a augmenté de plus de 60% en raison de l'ouverture d'un bureau au Togo et de nos interventions en Guinée et au Congo. Ce changement explique notamment l'augmentation des activités pendant les années 2012 et 2013, tout particulièrement dans le domaine du suivi et de l'observation des élections.

En dépit des progrès significatifs réalisés en 2013, des améliorations doivent encore être apportées particulièrement dans les domaines suivants :

- ▶ La synergie inter-programme et la consolidation des projets
- ▶ L'apprentissage organisationnel : des efforts continus doivent être réalisés par la direction en termes de communication et de processus internes.
- ▶ Systèmes financiers et administratifs : une amélioration est nécessaire afin de satisfaire les exigences des donateurs en ce qui concerne la remise des rapports en temps voulu et l'analyse financière.
- ▶ Communication : Certaines améliorations sont nécessaires dans notre communication avec les parties prenantes, tout particulièrement dans le domaine de la communication institutionnelle, le plaidoyer institutionnel, le développement des réseaux et des partenariats. Au niveau interne, nous devons formaliser les processus de communication et de partage des informations. Notre base de données des personnes ressources, des organisations partenaires, des affiliations, des consultants et des parties prenantes doit être régulièrement mise à jour et doit être rendue plus facilement accessible.
- ▶ Tera!, en tant que principale source de revenus auto-générés pour l'Institut, doit voir son portefeuille de produits diversifiés avec la limitation nette de capacité d'hébergement sur l'île.
- ▶ Personnel : Ayant évalué à la fois la qualité et la quantité de son personnel, l'Institut a réussi à avoir une composition respectueuse de l'égalité entre les sexes dans la composition de son personnel et de son conseil d'administration. La retraite annuelle a révélé l'importance d'une meilleure communication interne et un renforcement des capacités du personnel.

## Ils étaient à l'Institut en 2013



**SEM Barack Obama**, Président des Etats Unis d'Amérique



**Georges SOROS**, Philanthrope



**SEM Jacob ZUMA**, Président d'Afrique du Sud



TERAL - Centre de conférence est l'instrument d'autofinancement de l'Institut Gorée. L'objectif stratégique de ce département est de renforcer l'autosuffisance de l'organisation elle-même. Les fonds récoltés sont entièrement alloués aux activités internes et externes de l'Institut. Nous vous proposons:

- Une salle de conférence et des salles de réunion
  - Un service hébergement
  - Un service restauration
- Un centre de documentation et un espace multimédia
  - Un équipement adapté
  - Un service de traduction et d'interprétariat
  - Un service voyage
- D'autres services sont également disponibles...

Pour plus de renseignements, visitez notre site internet:

[www.goreeinstitut.org](http://www.goreeinstitut.org)

Contacts : + 221 33 849 48 49  
 safietou.modj@goreeinstitut.org  
 maguette.sall@goreeinstitut.org